

SOCIALISTES ET APPARENTÉS | JEAN-PAUL PLANCHOU

D'un Grenelle l'autre ?



PS | 66 MEMBRES
Jean-Paul Planchou

Chacun peut trouver à se réjouir de la perspective du Grenelle de l'environnement, qui se tiendra à la fin du mois d'octobre, et dont on nous assure, au plus haut niveau de l'État, qu'il permettra de prendre un train de mesures concrètes pour lutter contre le changement climatique, sauvegarder la biodiversité, prévenir les effets des pollutions, et donner corps à ce que l'on appelle communément le développement durable. Reste que, s'il veut marquer d'une pierre blanche les progrès en matière d'écologie, ce rendez-vous devra user d'une méthode indiscutable et ne pas se contenter de déclarations d'intention, ce qui implique de partir d'un certain nombre de fondamentaux.

Les socialistes ont l'habitude de rappeler combien la question écologique interpelle d'emblée les termes du mode social de développement pour la simple raison que les nuisances n'ont pas les mêmes effets selon les territoires. Or, traditionnellement, la droite a tendance à négliger le fait que généralement les zones les plus affectées sur le plan du cadre de vie sont celles-là mêmes où les habitants sont les plus pauvres. Ne voyons pas là une coïncidence, mais un facteur structurel des inégalités.

Par ailleurs (et l'expérience résultant du transfert des transports publics n'invite pas spécialement à l'optimisme), nous nous méfions des bonnes intentions déclarées de l'État. Autrement dit, il ne doit pas s'agir pour lui de se décharger sur les autres collectivités publiques et en particulier sur les Régions d'une lutte que, certes, il dit vouloir mener avec ardeur, mais dont il ne nous indique nullement, pour l'heure, s'il prévoit des financements compensatoires aux compétences et aux charges éventuellement transférées.

Car il faut avoir à l'esprit que les Régions font déjà beaucoup. Ainsi, l'Île-de-

« Les socialistes ont l'habitude de rappeler combien la question écologique interpelle d'emblée les termes du mode social de développement. »

France aide-t-elle de plus en plus les particuliers à investir dans des chauffe-eau solaires, des pompes à chaleur géothermale ou des installations photovoltaïques. Plus largement, elle est à l'origine de nombreuses opérations structurantes : création d'espaces verts dans les zones urbaines, valorisation du patrimoine naturel *via* les parcs régionaux, préservation des zones agricoles, réduction de l'effet de serre par un plan régional pour la maîtrise de l'énergie, couverture du périphérique, traitement des déchets ménagers, etc.

Le Grenelle de l'environnement ne donnera de résultats que s'il poursuit une méthode à la fois transparente, transversale et collégiale. La réunion, bienvenue, de l'ensemble des acteurs du secteur (État, partenaires sociaux, collectivités locales, entreprises, associations...) ne doit pas seulement donner lieu à une jolie photo de classe – qui s'avérerait sans doute utile à la

communication bien comprise du gouvernement, mais fort stérile quant au fond. Cet impératif sera aisément respecté si l'État reconnaît l'indiscutable pertinence de l'échelon régional comme vecteur d'initiatives et d'actions concrètes en matière de développement durable. Le principe de ce rendez-vous est donc acquis, et nous le saluons ; les socialistes en

régions comptent bien contribuer à en faire une réussite, afin, au moins, que le beau nom de Grenelle ne soit pas celui d'un gadget supplémentaire. ●

Groupe socialiste Île-de-France,
tél. : 01 53 85 68 95.
www.ps-idf.com

VERTS | JEAN-VINCENT PLACÉ

Santé : alerte aux OGM



VERTS | 29 MEMBRES
Jean-Vincent Placé

Deux parcelles OGM en Île-de-France ! Grâce à une directive européenne, nous connaissons désormais les cantons dans lesquels des OGM sont cultivés en plein champ. En Île-de-France, Région déclarée « sans OGM » sous l'impulsion des Verts, l'une est à Versailles (Yvelines), l'autre à Milly-la-Forêt (Essonne). Nous manquons pour le moment d'informations pour localiser celle de Versailles. Celle de Milly-la-Forêt fait figure de provocation : elle se situe dans le parc naturel régional (PNR) du Gâtinais. Or l'une des missions du PNR est la préservation et le développement durable du territoire concerné. Autre motif d'inquiétude, le Gâtinais est réputé pour sa production de miel, le plus consommé de France. Toute contamination serait catastrophique. Enfin, ces derniers mois ont vu une accéléra-

« Le miel du Gâtinais, le plus consommé de France, est menacé par les OGM de Milly-la-Forêt. »

tion sans précédent de la disparition des abeilles, dont la pollinisation est nécessaire pour la reproduction de 80% des espèces végétales consommées par l'homme (ou par le bétail consommé par l'homme). Les OGM figurent parmi les premiers suspects responsables de cette hécatombe. Au nom du groupe Verts, Jean-Marc Brûlé et Anny Poursinoff ont demandé la suppression de cette parcelle, et proposé en contrepartie une collaboration sur la recherche en matière d'agriculture biologique, qu'effectue leur filiale. Une proposition concrète qui, à l'heure où nous mettons sous presse, est en attente de réponse.

En l'état actuel des connaissances scientifiques et en vertu du principe de précaution, les élus régionaux Verts récla-

ment la suppression des deux parcelles et appellent leur attachement à la mise en place d'un moratoire sur les OGM. À l'approche du Grenelle de l'environnement, ce moratoire doit être mis en place sans délai. ●

Pour vous abonner gratuitement à notre trimestriel : jean-marie.bouguen@wanadoo.fr

MRC | RACHID ADDA

Aéroports : protéger les riverains



MRC | 7 MEMBRES
Rachid Adda

Les aéroports franciliens sont un atout pour l'attractivité de l'Île-de-France. Mais le trafic aérien génère des pollutions sonores et atmosphériques importantes. Sans attendre la nécessaire réflexion sur les infrastructures, incluant la question du 3^e aéroport, nous entendons défendre les riverains soumis à ces nuisances. Avec Daniel Guérin pour Orly, nous avons donc fait réinscrire dans le Sdrif les mesures de protection (plafonnement des

« Lancement d'une étude régionale sur l'impact sanitaire du trafic aérien. »

mouvements aériens, couvre-feu...) que l'État envisageait de supprimer. Nous avons aussi obtenu que la Région finance une étude qui permettra d'identifier les éventuels effets des survols aériens sur la santé des riverains. Et de décider des nouvelles mesures de protection qui seraient nécessaires. ●

COMMUNISTE, ALTERNATIVE CITOYENNE ET RÉPUBLICAIN | GABRIEL MASSOU

Sdrif : une enquête publique sous haute surveillance



© CONSEIL RÉGIONAL IDF
CACR | 24 MEMBRES
Gabriel Massou

L'enquête publique qui démarra le 15 octobre est l'aboutissement de trois ans de travail et de concertations dans lesquels notre groupe s'est fortement investi pour élaborer un schéma directeur de la Région Île-de-France favorisant un rééquilibrage social, économique et environnemental des territoires. Le Sdrif, c'est 70 % de production de logements, en plus et 100 % de production supplémentaire de logements sociaux. C'est le lancement du plus grand programme d'investissement de lignes de RER, de métro et de tram depuis un siècle. C'est un engagement volontariste de travailler à la réduction de la production des gaz à effet de serre en 2030,

et non en 2050 comme le prévoit le gouvernement au niveau national. Un gouvernement qui a essayé de balayer cela au détour d'un discours, en laissant croire à l'indétermination et à la frilosité des élus. C'est une insulte pour la démocratie et pour les populations. C'est une question de société, de valeurs et d'avenir à construire. Le Sdrif est une arme, à la disposition des Franciliens, pour juguler les difficultés quotidiennes qu'ils rencontrent pour se déplacer, se loger ou travailler. En vous mobilisant massivement pour répondre à cette enquête publique, vous participerez à cet élan nouveau, au service des populations et de l'attractivité de notre région. ● www.eluscaacidf.org

« C'est une question de société, de valeurs et d'avenir à construire. »

UDF | BERNARD LEHIDEUX

Projet de Sdrif : le non de l'UDF !



© CONSEIL RÉGIONAL IDF
UDF | 21 MEMBRES
Bernard Lehideux

Alors que l'enquête publique sur le projet de Sdrif préparé par l'exécutif régional est lancée auprès des Franciliens, les élus UDF rappellent les motifs de leur opposition à ce projet. Sa philosophie peut être ainsi résumée : densifier Paris et la petite couronne pour limiter les consommations d'espaces en grande couronne. Cette vision idéologique du développement de l'Île-de-France est, pour l'UDF :
- incompatible avec l'aspiration de nombreux Franciliens habitant la zone centrale à vivre mieux, dans un environnement urbain qu'ils souhaitent

au contraire moins dense ;
- incohérente avec l'objectif d'augmenter la construction de logements : face à la rareté et à la cherté du foncier dans la zone centrale, seule l'ouverture organisée de nouveaux espaces à urbaniser en grande couronne permettra de résoudre la crise du logement ;
- dangereuse sur un plan économique car ce projet ne définit aucun des moyens nécessaires au renforcement de la compétitivité économique de l'Île-de-France (ouverture de nouvelles zones économiques, liaisons routières en grande couronne, liaisons ferrées avec les grands centres économiques), pour une croissance créatrice d'emplois. ● udfidf@wanadoo.fr - Tél. : 01 53 85 68 84.

« Le projet de Sdrif ne définit aucun des moyens nécessaires au renforcement de la compétitivité économique de notre Région. »

FN | MARINE LE PEN

Les apprentis sorciers de la dette



© CONSEIL RÉGIONAL IDF
FN | 15 MEMBRES
Marine Le Pen

La crise du crédit immobilier aux États-Unis, qui a provoqué les convulsions financières de cet été, peut nous sembler lointaine. Mais ceux qui ont joué les apprentis sorciers auprès des ménages américains ne sont pas très différents des responsables politiques qui endettent la France et les collectivités locales au-delà du raisonnable. Le Front national dénonce depuis de nombreuses années l'endettement de l'État et de la région Île-de-France. Au premier incident de paiement, de l'État ou d'une Région, notre économie et notre épargne seront touchées de plein fouet. Il est encore temps d'inverser la vapeur, mais nos apprentis sorciers le veulent-ils ? ● www.fnidf.com

« Au premier incident de paiement de l'État ou d'une Région, notre économie et notre épargne seront touchées de plein fouet. »

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE | ROGER KAROUTCHI

N'abandonnons pas l'avenir de l'Île-de-France aux idéologues



© CONSEIL RÉGIONAL IDF
M. P. | 43 MEMBRES
Roger Karoutchi

Qui connaît le Sdrif ? Pour l'instant, le Schéma directeur de la région Île-de-France (Sdrif) n'évoque sans doute pas grand-chose au grand public. Et pourtant, il s'agit d'un document qui va déterminer la vie quotidienne des habitants de l'Île-de-France pendant 20 ans. L'enquête publique, qui se déroulera du 15 octobre au 8 décembre 2007, est l'occasion pour les Franciliens de prendre leur destin en main et de répondre à la question : quelle Île-de-France voulons-nous pour demain ? C'est pourquoi, il est de la responsabilité de chacun de se mobiliser et d'apporter sa contribution dans chacun des 187 lieux d'enquête répartis en Île-de-France.

Il faut le dire : le schéma qui a été adopté le 15 février dernier par la majorité PS-PC-Verts du conseil régional d'Île-de-France est un document idéologique et déconnecté des réalités et des attentes de nos concitoyens. Élaboré dans un climat de surenchère, il veut faire de l'Île-de-France un champ d'expérimentation des thèses environnementalistes extrêmes. Nous sommes favorables à une priorité pour les transports publics, pour autant la quasi-totalité des grands projets routiers et autoroutiers sont rejetés sans proposer une véritable alternative de déplacement pour la grande couronne. Même constat en matière de logement : si l'objectif global de construction de 60000 logements par an, fixé avec les services de l'État, correspond bien à la demande et aux besoins du territoire francilien, les taux imposés de logements sociaux dans le projet de Sdrif sont irréalistes. En matière de création d'emplois, là encore, le Sdrif fait preuve d'une idéologie aveugle. Sous couvert d'un rééquilibrage est-ouest, le schéma écarte purement et simplement le plan de développement de la défense sans rien proposer de manière concrète pour un grand pôle à l'est... Le dogmatisme de cette attitude n'aura pour conséquence que de pénaliser l'ensemble du territoire francilien et son attractivité. Les conseils généraux des Yvelines, des Hauts-de-Seine et du Val-d'Oise ont déjà émis un avis négatif sur le Sdrif. De même, les chambres consulaires (chefs d'entreprise, artisans, commerçants...) ont condamné ce schéma qui est un frein au développement économique et à l'emploi. Enfin, l'État a rendu un avis défavorable sur le volet environnemental de l'avant-projet de Sdrif. C'est pourquoi, au-delà des clivages politiques, il faut un nouveau schéma directeur plus réaliste, plus équilibré et plus consensuel qui permette de définir une stratégie de développement pour l'avenir de l'Île-de-France. ●
Groupe Majorité présidentielle Île-de-France
Tél. : 01 53 85 68 05, fax : 01 53 85 68 09, www.ile2france.info, www.jump-idf.org

« Au-delà des clivages politiques, il faut un nouveau schéma directeur plus réaliste, plus équilibré et plus consensuel. »